

**AMBASSADEUR VIRGÍLIO MORETZSOHN DE ANDRADE**

**“Les axes potentiels d’un partenariat stratégique  
Maroc-Brésil, à l’aune des nouveaux équilibres mondiaux”**

**Rabat, 12 octobre 2010 – 9H30**

Cher Monsieur Mohammed Tawfik MOULINE,  
Directeur Général de l’Institut Royal des Etudes Stratégiques

Chers Messieurs,

C’est avec un très grand plaisir que j’ai accepté l’invitation qui m’a été faite par Monsieur Mouline, de participer à cette journée d’étude dans l’Institut Royal des Etudes Stratégiques. Je suis honoré d’être parmi vous aujourd’hui et voudrais saisir l’opportunité pour vous dire, d’abord, quelques mots sur le Brésil, plus spécifiquement sur la conjoncture économique brésilienne, la politique étrangère du gouvernement Lula et les axes potentiels d’un partenariat stratégique entre le Brésil et le Royaume du Maroc.

2. Basé sur des fondamentaux économiques solides, le modèle économique brésilien - qui allie croissance et développement social - a mieux préparé le pays à affronter la crise économique et financière des années 2008-9, lui donnant les moyens de récupérer à un rythme bien plus rapide que la plupart des autres pays.

3. La crise financière a mis l’économie brésilienne à l’épreuve et elle s’est bien sortie de ce test. Une inflation maîtrisée, une solidité exprimée en réserves nationales de l’ordre de 230 milliards de dollars, des comptes publics équilibrés, une dette externe acquittée et un système financier régulé et stable ont permis de passer à travers l’œil du cyclone économique qui a éprouvé le monde. Le scénario est fort différent des autres crises internationales qui ont plongé le pays dans de longues périodes de récession.

4. C'est la création d'une importante demande interne, phénomène inédit dans un pays jusque là marqué par les grandes inégalités de distribution des revenus, qui a soutenu la croissance économique et a contribué à lutter contre la crise. Au cours des 5 dernières années, plus de 24 millions de Brésiliens sont sortis de la pauvreté et 27 autres millions ont accédé aux classes moyennes. Ces progrès reflètent le succès de la politique de distribution de revenus du gouvernement et l'augmentation du taux d'emploi entre 2003 et 2010.

5. Les revenus moyens de la population sont en hausse depuis 2004 et les inégalités diminuent depuis 6 ans, comme le montre la récente Enquête nationale par échantillon de foyers (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílio, Pnad*), principale étude sur la réalité sociale du Brésil. Le dynamisme du marché intérieur, même au plus fort de la crise, a été l'un des facteurs qui ont donné à l'économie brésilienne les capacités de surmonter rapidement les difficultés.

6. Avec des bases solides et un marché vigoureux, le pays a démontré ses capacités à appliquer avec succès un ensemble de mesures anticrise. D'un côté, il a adopté une politique monétaire expansionniste, de l'autre il a développé une action fiscale proactive. Ces deux mesures ont injecté des fonds dans l'économie, stimulé la consommation, maintenu des emplois et dynamisé les affaires. Les banques publiques ont joué un rôle fondamental. Sans elles, le crédit aurait été insuffisant et les taux auraient été maintenus élevés.

7. Le plan de relance brésilien a été aussi basé sur des exonérations fiscales telles que la réduction d'impôts sur les produits industrialisés (*Impostos sobre Produtos Industrializados, IPI*) à l'achat de voitures, camions, bus, matériaux de construction, électroménagers et biens de capital.

8. Les mesures, qui représentent un manque à gagner fiscal de 13,6 milliards de réais, soit 0,4% du PIB, ont permis de maintenir la consommation en hausse et d'accélérer le retour à la croissance. Au milieu de l'année, plusieurs secteurs industriels avaient déjà réussi à dépasser le volume de production qu'ils enregistraient à la même période d'avant la crise. L'effet escompté de la politique anticyclique dans son ensemble atteint 2,5 à 3,5% du PIB. Sans elle, le PIB aurait pu chuter de 2% en 2009 au lieu du résultat enfin obtenu, de 0,2% de croissance négative à peine. Pour 2010, le Ministère de l'Economie vient d'annoncer une croissance attendue d'au moins 7%.

9. Cette réaction place le pays face à un nouveau cycle de croissance qui marque le retour à la tendance suivie jusqu'en septembre 2008. Les immenses richesses qui seront générées par l'exploitation du pétrole situé dans le pré-sel, la nécessité de réaliser des travaux d'infrastructure pour soutenir la croissance, le potentiel de l'agro-business et de l'énergie renouvelable et une large gamme d'autres affaires ouvrent des possibilités sans précédent pour le Brésil et pour la consolidation d'un modèle économique qui allie, comme je l'ai déjà mentionné, croissance et développement social.

10. Cette nouvelle situation que vit le Brésil sur le plan économique et social exige une contrepartie évidente de l'action diplomatique du pays. Bien que les principes fondamentaux qui ont historiquement guidé la politique étrangère brésilienne aient été préservés, l'action internationale du Brésil est passée, ces dernières années, par un processus d'élargissement des horizons et d'actualisation de paradigmes, en insistant sur la promotion du développement national, la consolidation de l'intégration de l'Amérique du Sud, la solidarité avec les pays moins développés et la construction d'un ordre international plus juste et démocratique.

11. La politique étrangère brésilienne est de plus en plus envisagée comme une partie du projet national de développement économique et social, contribuant à la réduction des vulnérabilités externes du pays et au dépassement de ses défis internes.

12. L'intégration de l'Amérique du Sud, initiative élaborée par les précédents gouvernements, est devenue une priorité centrale de la politique étrangère du gouvernement Lula. Fruit d'un travail diplomatique intense, l'accord constitutif de l'UNASUR, premier organisme international exclusivement sud-américain, a été signé en 2008. Il s'agit d'une intégration qui va au-delà des aspects commerciaux et ouvre la possibilité d'une coordination politique inédite entre les pays de la région qui, tout au long de l'histoire, se tournèrent le dos. Malgré toutes les fragilités que peut présenter une initiative débutante, l'UNASUR a fait preuve de plus en plus d'efficacité dans la gestion des différences naturelles dans une relation entre voisins.

13. L'établissement du Conseil sud-américain de défense est l'une des avancées dans ce sens. Il est important de préciser qu'il ne s'agit pas d'une intégration opérationnelle des forces armées des pays sud-américains, mais surtout d'un exercice de construction de confiance, d'échange d'informations, de possibilité de pratiques conjointes et d'intégration graduelle des bases industrielles de défense. Avec le temps, il serait même possible de penser au développement d'une stratégie de défense qui contienne des éléments communs à l'ensemble des pays de la région.

14. Ces dernières années, des progrès significatifs ont été réalisés pour l'intégration des infrastructures en Amérique du Sud, par le biais de l'identification et de l'exécution de projets dans des secteurs stratégiques – l'énergie, les transports et les communications. Pour ne citer qu'un des vecteurs de cette initiative, on doit souligner la construction des deux axes interocéaniques, celui qui relie l'état de l'Acre au Pérou et, plus au sud, le Couloir interocéanique Brésil-Bolivie-Chili (*Corredor Interoceânico Brasil-Bolívia-Chile*). Ces chantiers auront un impact économique considérable pour le développement de l'intérieur du continent sud-américain et le rapprochement du Brésil des marchés asiatiques.

15. Les résultats économiques et commerciaux de ces efforts sont visibles. Durant ces six dernières années, la croissance des échanges brésiliens avec l'ensemble des pays sud-américains et, de façon plus large, avec l'Amérique latine et les Caraïbes, a été spectaculaire. Les exportations brésiliennes vers l'Amérique latine représentent aujourd'hui pratiquement le double des ventes brésiliennes aux Etats-Unis, bien que ces dernières aient également augmenté et aient atteint un niveau record. Rappelons qu'il y a moins de 10 ans, les exportations brésiliennes vers la région latino-américaine représentaient un peu moins de la moitié des ventes aux Etats-Unis.

16. Pour le Brésil, le Mercosur reste le moteur et l'avant-garde du processus d'intégration en Amérique du Sud. Le bloc régional est une union douanière en cours de consolidation, certes encore imparfaite, qui dispose d'un tarif extérieur commun et de mécanismes de compensation des asymétries. Afin d'augmenter la compétitivité du bloc et d'attirer de nouveaux investissements, nous pensons qu'il est indispensable d'approfondir l'intégration productive et d'avancer dans la planification de politiques industrielles communes.

17. L'horizon brésilien s'étend cependant au-delà de ses alentours régionaux immédiats. Le Brésil est un pays à vocation universaliste et devient de façon croissante un acteur mondial, avec des intérêts et des responsabilités qui vont au-delà de la région sud-américaine. Dans les relations avec les pays en développement, nous avons travaillé au renforcement de la coopération Sud-Sud et à la diversification de nos partenariats, tout en maintenant nos relations traditionnelles avec les pays développés. La "diplomatie présidentielle" comme on l'appelle, développée de manière infatigable par le président Lula, a contribué à l'augmentation considérable de nos flux de commerce et d'investissements.

18. Les nombreuses visites effectuées par le président Lula dans les différents pays de l'Afrique, accompagné en règle générale par d'importantes délégations gouvernementales et de nombreuses entreprises ont contribué à transformer en réalité le souhait brésilien de posséder une politique articulée pour le continent. Les échanges du Brésil avec l'Afrique sont passés de 5 milliards de dollars en 2002 à 26 milliards de dollars en 2009. Si nous considérons le continent africain comme un seul partenaire, il serait aujourd'hui notre 4<sup>e</sup> plus grand partenaire commercial, derrière les Etats-Unis, la Chine et l'Argentine. Au-delà des intérêts croissants des entreprises, les actions de coopération technique dans le domaine agricole, de la santé publique, en particulier dans la lutte contre le SIDA, et des énergies renouvelables sont de plus en plus nombreuses.

19. Dans ses relations avec les pays en développement, le Brésil a travaillé à la consolidation de l'IBAS comme mécanisme d'articulation des objectifs poursuivis par l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil. Pour la première fois, ces trois grandes démocraties du monde en développement créent un forum de concertation pour aborder des

questions importantes pour la paix mondiale et des initiatives d'intérêt économique. Il s'agit de trois économies émergentes qui possèdent beaucoup de caractéristiques communes : ce sont des acteurs de poids dans leurs régions respectives, des sociétés pluriethniques qui luttent pour surmonter d'importants problèmes sociaux. Le fonds IBAS finance également des projets de lutte contre la faim et la pauvreté dans les pays tiers comme la Guinée-Bissau, Haïti et la Palestine.

20. Nous travaillons également au renforcement du dialogue politique et à la coopération économique, scientifique et technologique des BRIC. Ce concept, créé par une banque d'investissements privés, s'est finalement révélé être une grande opportunité de coordination entre le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, 4 économies émergentes qui représentent 22% de la superficie, 42% de la population et 27% du PIB mondial. A partir des réunions des chefs de gouvernements et des ministres de l'Economie, les BRIC se sont renforcés en tant qu'espace de coordination et d'échange d'expériences. En juillet 2009, le premier sommet du groupe a eu lieu à Iekaterinbourg, en Russie.

21. Avec les pays arabes, le commerce brésilien est passé de 6 milliards de dollars à près de 20 milliards de dollars au cours de ces 6 dernières années. Les contacts politiques avec cette région, où le Brésil maintient des liens historiques et affectifs, sont extrêmement nombreux, tant au plan bilatéral qu'interrégional, avec des sommets, de nature également inédite, entre l'ensemble de l'Amérique latine et les pays de la Ligue arabe. Notre présence a aussi augmenté sur le plan du dialogue pour la paix au Moyen-Orient. Nous avons participé à la Conférence d'Annapolis en 2007, et avons tenu à contribuer au dialogue entre les parties, sur la base de nos valeurs de tolérance et de diversité culturelle et religieuse.

22. Il est toutefois important de souligner que ces nouvelles dynamiques n'ont pas été accomplies au détriment des relations du Brésil avec les partenaires du monde développé. Le flux commercial avec les Etats-Unis s'est aussi accru durant ces 6 dernières années. Le dialogue politique de haut niveau entre Brasília et Washington est solide et aisé. La relation avec l'Union européenne, quant à elle, a été hissée au rang de partenariat stratégique, exercice que l'Europe réalise avec un groupe restreint de pays. Notre relation avec Bruxelles se matérialise par des projets dans les domaines les plus variés tels que l'énergie, l'éducation, l'environnement, la coopération technique.

23. Tous ces mouvements, ajoutés aux effets de la crise financière mondiale, renforcent la perception brésilienne que le monde change et qu'une réforme profonde de la gouvernance mondiale est nécessaire, afin de donner plus de représentativité et d'efficacité aux instances internationales de décision. Le Brésil parie sur la construction d'un monde réellement multipolaire, où les pays en développement puissent faire valoir leurs intérêts légitimes.

24. Le Brésil a été invité au G8 élargi pour la première fois en 2003 à Evian-les-Bains. Depuis lors, ce que l'on appelle le G8 + 5, qui réunit les huit plus grandes économies du monde et les plus grands pays en développement – Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Mexique, s'est fortifié de telle sorte qu'aujourd'hui, en période de crise internationale, on réfléchit sérieusement à son élargissement définitif au format d'un G13 ou d'un G14.

25. De toutes façons, dans ce contexte de crise financière internationale, les réunions du G20, notamment celles de Londres en avril et de Pittsburgh en septembre 2009, ont prouvé la nécessité d'élargissement des instances décisionnaires, avec une participation croissante des pays en développement dans l'architecture financière internationale.

26. Le Brésil a soutenu à deux reprises, la réforme urgente des institutions de Bretton Woods, notamment le FMI et la Banque mondiale, qui ont été créés il y a plus de 50 ans dans un contexte historique complètement différent de celui d'aujourd'hui. La réalité a changé, mais les institutions de gouvernance internationale n'ont pas suivi cette évolution. Ceci n'explique certainement pas la crise internationale mais fait partie du problème, dès lors qu'il a été clairement admis que les organismes financiers internationaux n'ont pas la capacité ou la volonté politique de réguler et stabiliser l'économie internationale, notamment le capital financier.

27. Pour le Brésil, les décisions prises à Londres et Pittsburgh – recapitalisation des institutions multilatérales de crédit, plus grande régulation du système international et, surtout, plus grande participation des pays en développement aux instances décisionnaires de l'économie mondiale, reflètent une réalité qui était en changement depuis quelques années. Il suffit de dire qu'en 2005 le pays a remboursé la totalité de la dette qu'il avait auprès du FMI et que pour la première fois dans l'histoire, nous sommes passés en 2009 au statut de créancier du fonds, auquel nous avons prêté 10 milliards de dollars.

28. Du point de vue de la politique multilatérale, nous avons aussi pour objectif d'inciter à une réforme fondamentale des Nations unies qui puisse lui conférer plus de représentativité, d'efficacité et de légitimité. Le Brésil continuera à travailler dans ce sens avec les pays en développement et avec ses partenaires du G4 (Allemagne, Inde et Japon).

29. Quant aux négociations commerciales multilatérales, à l'OMC, le Brésil estime que le cycle de Doha doit être repris et conclu, à partir des termes qui se trouvaient sur la table des négociations en juillet 2008. Un accord aurait des conséquences positives pour la reprise de la croissance économique mondiale, surtout au moment de la récupération de la crise. Les plus grands bénéficiaires du cycle sont l'élimination des subventions, principalement dans le domaine agricole ; la possibilité de création d'un système exempté de droits de douane et de quotas pour les pays les plus pauvres ; et le renforcement du système multilatéral de commerce. Le G20 commercial, créé en 2003, une coalition de pays en développement qui défendent la libération du commerce

agricole, a représenté une nouveauté dans le processus négociateur de l'OMC et a confirmé l'importance d'espaces de décisions élargis au sein des organismes internationaux.

30. En somme, comme l'ont répété le président Lula et le ministre Celso Amorim, la politique étrangère brésilienne est effectivement devenue mondiale, à la hauteur des aspirations du Brésil et des attentes de la communauté internationale par rapport au pays.

31. Cette nouvelle position du Brésil se reflète, bien entendu, dans sa volonté d'approfondir ses relations avec le Royaume du Maroc. Nous observons avec beaucoup d'intérêt et d'admiration les plusieurs chantiers et réformes lancés par Sa Majesté le Roi Mohammed VI depuis son accession au trône. Nos deux pays, avec audace et détermination, veulent, et peuvent, jouer un rôle plus expressif dans la scène internationale, en profitant pleinement des nouvelles opportunités du XXI siècle.

32. Les relations entre le Brésil et le Maroc ont pris un nouvel élan ces dernières années. La convergence de vues politiques et diplomatiques entre les deux pays, tournées vers la paix, le développement et la justice, rend le moment actuel particulièrement propice au resserrement des relations dans les domaines les plus variés, aussi bien dans le cadre bilatéral que dans celui de l'agenda régional et multilatéral. Nous avons, aussi, une vision très proche de thèmes tels que la cohésion sociale et le développement humain et nous avons adopté des positions communes dans les principales instances diplomatiques mondiales. Nous nous sommes souvent mis d'accord pour le support mutuel de nos candidatures dans les plus importantes organisations internationales.

33. Nos deux pays ont adopté des politiques ambitieuses dans le but d'accéder au plein développement et de promouvoir l'amélioration des conditions de vie de nos populations. Je signale, par exemple, l'option nette pour les énergies renouvelables et pour la création d'une « économie verte » ; l'intégration de nos infrastructures logistiques respectives, base pour la création d'emploi et de multiplication du volume des biens destinés à l'exportation ; l'exploitation des nouvelles technologies d'information et de la télécommunication ; la modernisation des services, notamment dans les marchés actionnaires et financiers ; l'expansion du tourisme ; l'augmentation de la productivité de l'agriculture et de la pêche ; et, surtout, l'investissement dans la qualification des ressources humaines dans nos deux pays, en offrant à nos étudiants les formations techniques et scientifiques qui leur sont exigées par un marché du travail plus compétitif et restrictif.

34. Ainsi que le Brésil, le Maroc a été l'un des pays les moins touchés par les effets de la crise économique, et les politiques visant le rattrapage de la croissance ont déjà montré leur efficacité. La crise nous a offert, d'une certaine façon, un exemple concret de l'importance d'avoir des partenaires commerciaux diversifiés.

35. Cependant, nos relations économiques et commerciales sont encore en deçà du potentiel réel de nos deux pays. En 2008, avant le début de la crise, le commerce bilatéral avait atteint plus de 1,6 milliards de dollars, avec un solde positif, pour le Maroc, de 633 millions de dollars. Les résultats de 2009 ont été beaucoup plus modestes : l'échange de marchandises est plongé à 877 millions de dollars, dont environ 538 millions de dollars d'exportations brésiliennes vers le Maroc, et 339 millions de dollars d'importations brésiliennes de produits marocains, avec un solde positif pour le Brésil de 199 millions de dollars. Les résultats pour 2010 sont déjà en progression, car l'échange accumulé entre janvier et août est de 803 millions de dollars, dont 396 millions de dollars d'exportations brésiliennes et 406 millions de dollars d'exportations marocaines. Le solde commercial, d'environ 10 millions de dollars, est de nouveau devenu positif pour le Maroc, mais nous sommes encore loin du niveau atteint en 2008.

36. Le principal produit brésilien d'exportation est le sucre de canne, qui répond pour plus de 58% de nos ventes au Maroc. Notre commerce inclut aussi d'autres produits agricoles, comme le maïs et la soja, et de produits industrialisés, comme des tracteurs. Le Maroc exporte au Brésil des produits phosphatés, des poissons, et aussi des circuits électroniques et de parties d'avion et d'hélicoptères.

37. Avec l'Inde, le Brésil est l'un des plus grands importateurs de produits phosphatés au monde. Le Brésil, tout seul, représente environ 10% et 13% des exportations du Groupe OCP respectivement de phosphate et des autres produits phosphatés. Un exemple concret de partenariat réussi est celui de la « joint-venture » 50%-50% entre l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) et le groupe brésilien Bunge, responsable pour la création, à Jorf Lasfar, de la société « Bunge Maroc Phosphore », comportant des unités pour la production de 375.000 tonnes/an d'acide phosphorique, 1.125.000 tonnes/an d'acide sulfurique et 300.000 tonnes/an d'engrais. L'OCP a, d'ailleurs, créé la filiale « OCP do Brasil Ltda », située à São Paulo, pour mieux explorer le potentiel de croissance sur les marchés brésilien et sud-américain.

38. La possibilité de matérialiser et de favoriser les synergies existantes entre nos deux pays est, de cette façon, à notre portée. Amis cordiaux, nos deux pays sont dans une position privilégiée pour faire avancer un vrai partenariat stratégique, celui qui pourrait débiter, bien sûr, par un accord de libre échange, mais qui a tous les potentiels pour s'élargir à des domaines tels que la coopération dans la défense, l'aviation, les énergies renouvelables, aussi bien que dans les volets éducatifs, linguistiques, scientifiques et techniques. Les perspectives de coopération bilatérale sont prometteuses aussi dans des domaines spécifiques comme les mécanismes innovants de financement, la coopération trilatérale au bénéfice des autres pays d'Afrique et l'alliance des civilisations.



39. Dans le cadre de cet important potentiel, je suis persuadé qu'un partenariat stratégique entre le Brésil et le Maroc permettra aussi d'aboutir aux ambitions des deux pays de promouvoir les relations économiques, identifier et encourager de nouvelles initiatives en faveur du commerce et des investissements, mobiliser tant les grands groupes que les petites et moyennes entreprises.

40. Le Brésil, par moyen du MERCOSUL, a récemment conclu un accord de libre échange avec l'Égypte, et continue de négocier avec plusieurs autres pays, dont le Maroc. Les textes-base pour l'accord commercial avec le Maroc ont été présentés par les négociateurs du MERCOSUL aux autorités marocaines en septembre 2008. Nous attendons la confirmation de l'intérêt du Maroc pour faire déclencher les négociations. Je signale, d'ailleurs, la réalisation, de la I Réunion du Comité Conjoint de Promotion Commerciale et des Investissements Brésil-Maroc, tenue à Brasília, le mois de mars dernier. Parmi les différents domaines potentiels explorés, je mets en relief la production des biocarburants, dont l'éthanol, à partir de la canne à sucre ; la génération d'énergie d'origine photovoltaïque ; l'utilisation des véhicules « total-flex », c'est-à-dire, équipées de système polycarburant pouvant fonctionner soit à l'essence, soit à l'éthanol ; la production de médicaments génériques et des vaccins ; la recherche agricole et les contrôles phyto-sanitaires; la convergence des méthodologies de contrôle industriel et de métrologie ; l'harmonisation des statistiques sur le commerce extérieur des services ; la promotion de l'accès des petites et moyennes entreprises aux appels d'offre gouvernementaux.

41. Dans un monde toujours plus interdépendant et globalisé, nous partageons les mêmes valeurs démocratiques et sociales. Nous avons un grand capital de sympathie mutuelle, d'influences croisées, d'admiration et d'intérêts communs qui constituent la base des relations bilatérales. Nous sommes à la fois différents et semblables. Nos futurs sont liés. Ce futur n'est « abstrait », ni « intangible ». Il est devenu « possible ». Les lendemains nonchalants et paresseux qui n'arrivaient jamais ont été remplacés par ceux à venir, frénétiques et riches d'heureux présages. La rencontre du Brésil et du Maroc avec leurs destins prometteurs nous oblige toutefois à éviter l'attentisme. Désormais, le futur est pressé.

Merci beaucoup.